

Direction de l'espace rural et de la forêt

Sous-direction de la forêt Bureau de la protection de la forêt 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ → 01.49.55.52.38      Télécopie → 01.49.55.41.97	Note/DERF/SDF/N98-3010  Date : 19 NOVEMBRE 1998  Classement : DFCI/CFM
--	--

**NOTE DE SERVICE**

**Objet :** Prévention des incendies de forêt en région méditerranéenne mise en œuvre avec le concours financier du Conservatoire de la forêt méditerranéenne (CFM)  
Orientations prioritaires du Ministère de l'agriculture et de la pêche pour 1999

La présente note de service a pour objet de préciser les orientations auxquelles le Ministère de l'agriculture et de la pêche est attaché en matière de prévention des feux de forêt en zone méditerranéenne dans le cadre de la programmation des opérations éligibles à un concours financier du Conservatoire de la forêt méditerranéenne (CFM) en 1999.

Un certain nombre de constats, de jugements et de tendances d'évolution peuvent être établis concernant la défense de la forêt méditerranéenne contre les incendies. Vous les trouverez consignés dans l'annexe jointe à la présente note de service. Ces éléments partagés et reconnus par tous motivent les priorités qui seront développées ci-après.

Le CFM constitue l'un des outils financiers d'intervention du Ministère de l'agriculture et de la pêche pour servir la politique de prévention des feux de forêt en région méditerranéenne. Il est clair qu'il n'a pas vocation à couvrir les mêmes domaines d'intervention que les autres lignes budgétaires dont dispose le Ministère de l'agriculture et de la pêche (FSIRAN, FORSAP, patrouilles ONF) et celles mobilisées dans les contrats de Plan Etat-Région.

Comme le rappelle la circulaire du 22 janvier 1987 du ministre chargé des forêts, le CFM est destiné à participer conjointement avec les collectivités locales au financement d'actions de prévention allant au delà de celles déjà mises en œuvre au titre des programmes ordinaires.

A partir de là, parmi les actions susceptibles d'être éligibles au concours du CFM, les domaines d'intervention suivants apparaissent prioritaires et qui par ailleurs s'inscrivent en totale conformité avec le relevé de décisions établi lors de la réunion des DRAF et des DDAF de la région méditerranéenne présidée par le Directeur de l'espace rural et de la forêt (DERF) le 28 avril 1987 en Avignon.

**PLAN DE DIFFUSION**

<b>Pour exécution :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- MM. les Préfets de département de la zone de défense sud, chargé de la DPFM</li><li>- MM. les Préfets de région Corse, Languedoc-Roussillon PACA et Rhône-Alpes</li><li>- MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt de Corse, Languedoc-Roussillon, PACA et Rhône-Alpes</li><li>- MM. et Mme les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt de 2A et 2B de 11, 30, 34, 48 et 66 de 04, 05, 06, 13, 83 et 84 de 07 et 26</li></ul>	<b>Pour information :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- M. le Ministre de l'intérieur (DGA et DDSC)</li><li>- M. le Ministre de l'équipement, des transports et du logement (DGUIHC)</li><li>- Mme la Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DPPR - DNP - DATAR)</li><li>- M. le Directeur général de l'ONF</li><li>- MM. les Présidents de l'ANCRPF et des CRPF</li><li>- M. le Président de la Fédération nationale des communes forestières de France</li><li>- M. le Président de la Fédération nationale des syndicats de propriétaires forestiers-sylviculteurs</li><li>- M. le Directeur général de l'INRA</li><li>- M. le Directeur général du CEMAGREF</li><li>- Mme la Présidente de l'Entente interdépartementale en vue de la protection de la forêt contre l'incendie</li></ul>
---	--

## **1 - la gestion territoriale du risque feu de forêt**

— L'Etat est responsable de la définition de la doctrine en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêt. Celle-ci s'exprime dans les documents de planification correspondants que sont au niveau départemental le plan de protection des forêts contre les incendies (document de référence) et au niveau des massifs forestiers les PIDAF ou les PAFI, prescrits, contrôlés et validés par le Préfet. Les DDAF, les SD de l'ONF et les Centres régionaux de la propriété forestière, en liaison les SDIS, concourent significativement à l'élaboration et à la révision de ces documents. Ceux-ci ne sont vraiment efficaces que lorsqu'ils intègrent une prévention et une gestion véritables du risque, qui va bien au-delà des seuls espaces forestiers et subforestiers. Ainsi, en fonction de l'expérience acquise par les spécialistes des feux de forêt, dont les sapeurs-pompiers et les scientifiques notamment de l'INRA et du CEMAGREF, l'identification de zones de coupures de combustibles susceptibles de cloisonner de vastes territoires exposés à risque élevé représente un enjeu particulièrement essentiel pour la définition d'une politique d'aménagement des espaces ruraux et périurbains. Dans certaines régions, la protection de la forêt peut dépendre incontestablement du maintien ou de la création de zones agricoles. Dans d'autres cas, le sylvo-pastoralisme peut s'avérer une réponse adaptée. Un tel objectif passe alors par un contrôle strict de l'extension naturelle des surfaces boisées, voire par le recours à des défrichements dans le cadre de l'application raisonnée des articles L.311 et suivants du code forestier lorsqu'il s'agit d'installer ou de pérenniser une activité agricole dont l'occupation et la mise en valeur de l'espace contribuent à réduire le risque d'incendie à l'échelle d'un territoire bien identifié et reconnu prioritaire.

A cet égard, le projet de loi d'orientation agricole adopté le 10 juin dernier en Conseil des ministres prévoit la mise en place du contrat territorial d'exploitation (CTE). Le Ministre de l'agriculture et de la pêche a souhaité qu'un travail de réflexion et de préfiguration des CTE soit engagé dès le second semestre de l'année 1998, sans attendre l'adoption définitive de loi d'orientation agricole. Une dizaine de départements de la zone de défense sud ont notamment été retenus pour conduire cet exercice. Le courrier adressé par le Directeur de cabinet du Ministère de l'agriculture et de la pêche aux Préfets de département concernés en date du 8 juillet 1998 demande de veiller à organiser une réflexion aussi large que possible dans les départements, en associant toutes les parties intéressées. La note d'appui à l'élaboration de CTE-types départementaux jointe à ce courrier précise que le CTE vise à assurer une cohérence d'ensemble des interventions publiques au bénéfice d'une exploitation agricole avec la gestion du territoire dans lequel elle est insérée et particulièrement en matière de prévention des risques naturels.

C'est la raison pour laquelle, s'agissant de la problématique du risque feu de forêt, je vous demande d'articuler en particulier les interventions du CFM en faveur de la gestion des coupures agricoles à la préfiguration des CTE correspondants, en vous appuyant prioritairement sur les documents de planification précités.

L'élaboration et la révision périodique de ces documents de planification territoriale doivent être l'occasion de développer progressivement un zonage territorial du risque et des enjeux socio-économiques et naturels dans les documents spécialisés d'aménagement du territoire. En effet, le coût d'une politique uniforme pour l'ensemble des espaces potentiellement concernés par les feux de forêt devient prohibitif au regard des moyens que l'Etat et les collectivités territoriales peuvent raisonnablement y consacrer en période de rigueur budgétaire. Une identification pertinente et partagée des enjeux apparaît nécessaire pour établir les priorités départementales.

En zone reconnue à haut risque, en raison de l'urbanisation, il est légitime que la priorité soit donnée à la protection rapprochée, à la défense passive et au traitement des interfaces. La mobilisation de la DDE aux travaux obligatoires de sa compétence, avec le concours de la DDAF, est impérative, compte tenu de la nature et de l'ampleur des conséquences découlant de l'urbanisation. Dans les régions de l'arrière-pays, la gestion territoriale du risque fondée sur la hiérarchisation des enjeux doit être l'occasion privilégiée de recourir aux outils d'aménagement de l'espace rural dont la DDAF assume la responsabilité, tout en associant la DDE.

— L'ensemble de ces réflexions doivent également être prises en compte par les différents outils d'aménagement opposables que sont les DTA, les schémas directeurs, les POS, les PIG et les PPR.

S'agissant des PPR incendies de forêt (PPRif), la récente circulaire interministérielle du 28 septembre 1998 vous fournit des instructions pour utiliser et faire aboutir la procédure sur les zones à fort risque. Celle-ci fait référence aux orientations méthodologiques du guide général qui vous a été adressé et qui sera complété par un guide méthodologique consacré spécifiquement aux PPRif, en cours de rédaction. Il appartient aux DDAF, mais aussi aux partenaires associés à l'élaboration ou à la révision des plans de protection, des PIDAF ou des PAFI, au premier rang desquels les collectivités territoriales, de faire valoir l'incontournable cohérence des outils de planification spatiale par l'analyse du risque feu de forêt notamment en cherchant à contrôler l'urbanisation et l'extension des zones NB dans les POS des communes en zone reconnue à haut risque.

Les travaux de recherche engagés par le GIS incendies de forêt mis en place au printemps 1998 seront de nature à aider à la décision en matière de gestion territoriale du risque. L'analyse socio-économique des causes d'incendies et la prise en compte de la prévention dans les politiques d'aménagement, de gestion et d'équipement du territoire sont autant de domaines pour lesquels le GIS peut apporter un précieux concours pour la hiérarchisation des enjeux et l'aide à la décision.

C'est pourquoi je vous demande instamment de prendre en compte ces préoccupations à l'occasion de la mise à jour des plans départementaux de protection des forêts contre l'incendie établis en 1993 et en 1994 pour la mise en œuvre du règlement communautaire relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies, conformément aux instructions de la note de service DERF/SDF/N 98-3006 du 11 août 1998.

## **2 - la résorption des causes des feux de forêt**

Des efforts remarquables ont été accomplis dans l'identification des causes par le réseau Prométhée sous l'égide du Préfet de la zone de défense sud.

Il convient d'en tirer les enseignements dans les documents de planification territoriale en traitant prioritairement les causes accidentelles (imprudence et négligence) sur lesquelles il est toujours possible d'agir. Pour mémoire, les imprudences représentent 55 % des origines de feux connues et se produisent à l'occasion d'activités de loisirs et lors de travaux d'entretien agricoles et forestiers. Certaines infrastructures (dépôts d'ordures, lignes électriques, voies ferrées, accotements des routes et autoroutes, ...) mal protégées sont également à l'origine de feux importants (11 % des feux). Je vous rappelle les instructions du Directeur de l'espace rural et de la forêt (DERF) énoncées lors de la réunion d'Avignon en 1997 avec les responsables des services déconcentrés sur les priorités à donner à la résorption des dépôts d'ordures sauvages et à la mise aux normes des dépôts autorisés. Il est impératif de créer les conditions d'une prise de conscience du problème en ayant recours le cas échéant à la verbalisation des contrevenants.

A cet égard, l'Etat se doit d'être irréprochable, tant pour ce qui concerne ses propres activités ou celles des entreprises et établissements publics placés sous sa tutelle, que pour celles qu'il subventionne.

L'information et la sensibilisation des propriétaires, des gestionnaires et des utilisateurs de l'espace rural est également prioritaire. Cet objectif se fonde sur la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs et notamment son article 21 traitant de l'information préventive et son décret d'application. Il appartient aux DDAF de mobiliser les organisations professionnelles agricoles, les Chambres d'agriculture et les CRPF afin de mieux diffuser les recommandations pratiques et d'informer les agriculteurs, les forestiers et les entreprises de travaux agricoles, forestiers et ruraux des périodes de risque. De façon plus générale, une articulation des interventions du CFM en matière de sensibilisation doit être prioritairement recherchée avec le programme "à l'école de la forêt" en direction du public scolaire.

Par ailleurs, à l'instar de ce qui se fait et qui procure des effets intéressants au niveau des services chargés de la sécurité civile, il est nécessaire de conforter au niveau de la DDAF, des services départementaux de l'ONF et du CRPF un retour systématique d'expérience après chaque grand incendie qui doit aboutir à la rédaction par la DDAF d'un rapport. Au vu des enseignements tirés, des mesures de prévention opérationnelles peuvent alors être rapidement mises en œuvre. Il en résultera une adaptation et un enrichissement des actions de sensibilisation, d'information et de formations précitées.

Développer une logique de responsabilité pour que chacun se sente concerné par la prévention est le défi majeur à relever.

### **3 - la mise aux normes des équipements de DFCI**

Beaucoup d'équipements ont été réalisés au cours des vingt dernières années dont une part importante grâce au concours du CFM, mais leur maintenance est parfois défailante. La mise aux normes des équipements est donc une priorité à raisonner dans le cadre des documents de planification précités, ainsi que la création et l'entretien des coupures agricoles. Une priorité sera donnée à la continuité des pistes DFCI (interconnexion des voies de pénétration, suppression des culs-de-sac, ...).

Un groupe de travail, animé par la DPFM, a établi une charte de normalisation des équipements de DFCI en vue de leur cartographie et de la programmation des travaux cofinancés par le CFM. Je vous rappelle à cet égard que des instructions spécifiques vous avaient été données par la DERF et la DDSC de recourir aux systèmes d'information géographique et à leur mise en réseau.

La création de nouveaux équipements doit être précédée d'une réflexion prospective sur les moyens raisonnablement mobilisables pour les entretenir. Il est bien évidemment exclu que les concours du CFM financent ce qui relève des obligations légales, en particulier, en matière de débroussaillage obligatoire. Pour ce faire, la consultation des SDIS sur le bien-fondé des projets est nécessaire. Il s'avère indispensable de mobiliser les collectivités territoriales dans la mesure où leur rôle en tant que maître d'ouvrage et cofinanceur tend à croître. En effet, les collectivités territoriales disposent de compétences dévolues par le code général des collectivités territoriales aussi bien en matière de sécurité publique qu'en matière de maîtrise d'ouvrage d'opérations qui y concourent. Cette remarque vaut tout particulièrement pour l'entretien des ouvrages de DFCI.

Le débroussaillage et le brûlage dirigé sont un complément nécessaire et souvent indispensable à la bonne efficacité de certains équipements de prévention. Pour le recours à la technique des feux contrôlés, il est indispensable de s'appuyer sur des agents compétents, intégrés et reconnus par le réseau animé par la DPFM avec le concours scientifique et technique de l'INRA et de largement diffuser auprès des demandeurs les coordonnées des experts consultables. Le brûlage dirigé, en dehors d'une logique propre au fonctionnement des équipements de DFCI, peut être une solution à examiner au cas par cas pour réduire la vulnérabilité des massifs forestiers, que ce soit sur des sites pastoraux ou sur des zones en voie d'embroussaillage.

### **4 - La surveillance des massifs forestiers en période de risque élevé**

Ce domaine d'actions constitue une priorité historique de la politique de DFCI. Le CFM n'a cependant pas vocation à se substituer de façon pérenne aux programmes financiers ordinaires mobilisables à cet effet même si la rigueur budgétaire restreint la capacité d'intervention des dites lignes budgétaires. Il est en effet inopportun de charger le CFM de financer des actions permanentes et répétitives de surveillance. Le CFM a toutefois vocation à créer les conditions pour mobiliser toutes les initiatives en matière de prévention dans le strict respect de l'ordre d'opération défini par chaque préfet. Les coûts d'investissements correspondants et destinés aux dispositifs forestiers de prévention sont éligibles au CFM.

L'ensemble des orientations développées ci-avant (1. 2. 3. 4.) s'inscrivent en parfaite cohérence avec les recommandations du rapport d'évaluation de la politique de prévention des risques naturels établi par M. Bourrelrier en 1997 à savoir notamment :

- la prise en compte des risques dans l'aménagement du territoire dans une perspective de développement durable ;
- le développement d'une logique de responsabilité et l'ouverture d'un débat public pour que chacun se sente concerné par la prévention ;
- le développement des programmes de recherche appliquée de façon à fournir les connaissances indispensables pour l'application des outils de prévention ;
- le développement des formes communes d'action des collectivités territoriales pour qu'elles puissent assumer pleinement leurs responsabilités aux diverses échelles géographiques des bassins de risque.

En conclusion, je demande à chacun des préfets de département (DDAF) et de région (DRAF) de la zone de défense sud de préparer les propositions de programmation des opérations éligibles au CFM en 1999, sur la base des orientations précédentes et de celles retenues par le préfet de la zone de défense sud, préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône, en étroite concertation avec le Conseil général, les services départementaux de l'ONF, les Centres régionaux de la propriété forestière et les SDIS et plus généralement avec l'ensemble des services et organismes impliqués dans la prévention des incendies de forêt. Les propositions de programmations départementales et régionales seront adressées au préfet de la zone de défense sud, préfet de Provence-Alpes-Côte d'Azur et préfet des Bouches-du-Rhône.

Le Directeur de l'espace rural  
et de la Forêt  
Cyrille VAN EFFENTERRE

## ANNEXE

◆◆◆◆

### 1 - DES RÉSULTATS ENCOURAGEANTS

En 1997, 21 400 ha ont été parcourus par le feu en France (pm 27 000 ha pour la moyenne décennale), dont 12 200 ha pour la région méditerranéenne et moins de la moitié en période estivale. Ce constat encourageant, même s'il convient de le pondérer par des conditions météorologiques favorables durant l'été, est pour partie à mettre au crédit de la stratégie des actions partenariales de prévention, d'intervention rapide sur feu naissant, mise en place par le Ministère de l'agriculture et de la pêche et le Ministère de l'intérieur.

En 1998, en raison de la sécheresse qui a sévi en hiver, la superficie touchée par le feu au début de l'été était estimée à 10 000 ha, dont moins de 3 000 ha en zone méditerranéenne. Le bilan partiel arrêté au 15 octobre 1998 fait état de 23 300 ha parcourus par le feu dont plus de 9 500 ha en région méditerranéenne. Ces résultats sont certes moins satisfaisants qu'en 1997 à pareille époque mais intègrent des conditions météorologiques très propices à l'apparition et à l'extension des incendies. Certains experts attestent même que le bilan aurait pu être beaucoup plus sévère au regard du nombre très important des jours à haut risque sans la mobilisation préventive de dispositif d'intervention et la coordination des actions de prévention et de lutte sous l'impulsion de la DPFM.

Ces éléments démontrent, s'il en était encore besoin, la pertinence de la stratégie de prévention et de surveillance définie à l'occasion de la mise en place du CFM.

### 2 - LES FONDEMENTS DE LA CIRCULAIRE DU 22 JANVIER 1987 DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU CFM S'AVÈRENT TOUJOURS PERTINENTS

Le dispositif mis en place en 1987 avec la création du CFM a permis une meilleure cohérence des actions menées par l'Etat et les collectivités territoriales et le décloisonnement des domaines traditionnels d'intervention des forestiers et des sapeurs-pompiers qui reposent sur les principes repris ci-après.

La politique de DFCL est par nature interministérielle. Le Ministère de l'agriculture et de la pêche, directement et par l'intermédiaire de ses services déconcentrés et des établissements publics placés sous sa tutelle, fournit un concours significatif en mobilisant ses compétences techniques et réglementaires et en participant à l'aménagement et à la gestion de l'espace rural. La prévention est le domaine privilégié d'intervention du Ministère de l'agriculture et de la pêche, aux côtés et en collaboration avec d'autres acteurs essentiels.

Une politique efficace de prévention comporte notamment :

- l'information sur le risque feu de forêt (pour réduire les imprudences) ;
- la prévention des causes de départ de feux ;
- la réduction de leur extension par une détection rapide et par leur maîtrise ;
- la prévention des conséquences préjudiciables des feux par la diminution ou la protection des enjeux correspondants.

Sur ces quatre volets, les compétences du Ministère de l'agriculture et de la pêche sont à elles seules insuffisantes, si elles ne sont pas articulées à celles des ministères chargés de la sécurité civile, des collectivités territoriales, de l'aménagement du territoire, de l'environnement, de l'équipement et de l'urbanisme.

C'est pourquoi la coordination des actions exercée par le Préfet s'avère déterminante.

Bien que l'Etat soit chargé d'afficher le risque et d'élaborer une politique de prévention, la mobilisation des collectivités territoriales n'en est pas moins essentielle. Ceci est d'autant plus nécessaire que celles-ci assument une responsabilité effective et croissante dans le domaine de l'aménagement du territoire, c'est-à-dire dans un domaine où une meilleure prise en compte de la politique de DFCI peut conduire à des progrès significatifs en matière de prévention et de gestion du risque. En effet, qu'il s'agisse des zones exposées au risque, forestières ou subforestières, ou de leur frange avec les zones d'habitat au contact de la forêt et les voies de communication, l'organisation et la gestion de l'espace, y compris dans certains cas l'absence de gestion, conditionnent largement la nature et l'ampleur aussi bien des causes que des conséquences des feux de forêt. Le maintien d'une activité agricole ou pastorale constitue, à cet égard, l'un des outils les plus efficaces de prévention, dès lors qu'il s'inscrit dans une logique concertée d'aménagement du territoire.

Une telle approche plaide pour une gestion partenariale des espaces sensibles au feu, qui implique de gérer territorialement du risque et une hiérarchisation précise des enjeux, tant socio-économiques que naturels et, de mobiliser tous les outils d'aménagement et de gestion des espaces notamment agricoles et forestiers dont disposent les DRAF et les DDAF, bien au-delà de la seule approche traditionnelle.

Dans ce contexte partenarial avec les collectivités territoriales, le rôle de l'Etat vis-à-vis de la prévention n'est certainement pas de se substituer à l'initiative locale présente ou défaillante mais de la susciter, de la soutenir et de la coordonner, et en particulier, de lui procurer les moyens juridiques d'agir, à la mesure des actions à entreprendre.

### **3 - TOUTEFOIS DES ÉVOLUTIONS SIGNIFICATIVES SONT À PRENDRE EN COMPTE**

- ♦ les contraintes budgétaires imposées à la puissance publique

Dans un contexte visant à réduire les déficits budgétaires, l'équilibre technique et financier trouvé en matière de DFCI depuis 1987 s'est vu remis en cause depuis quelques années, bien qu'un redressement des crédits du CFM ait été opéré en 1998. En effet, au-delà d'un certain seuil, une réduction proportionnelle des moyens d'intervention appliquée à tous les secteurs de la DFCI trouve inévitablement des limites, en termes d'efficacité et de crédibilité. Cela conduit nécessairement à un impératif de sélectivité et de hiérarchisation des priorités d'intervention.

- ♦ la forêt méditerranéenne continue de s'étendre et d'être moins bien entretenue

En dix ans, la superficie forestière a crû de 11 % correspondant à une augmentation du taux de boisement qui est passé de 31,6 à 35 %. Donc, les surfaces à protéger contre le feu augmentent. Par ailleurs, l'accroissement biologique a augmenté de 31 % sur la même période. Ceci se traduit par une augmentation de la biomasse potentiellement combustible. Or, il y a peu de prélèvement en forêt méditerranéenne si ce n'est hélas par le feu. Les zones de maquis, de garrigue et de broussailles se développent simultanément.

- ♦ l'espace agricole est en retrait de 5 % sur la même période

La déprise agricole se manifeste plus par un déplacement des espaces sans usages (landes et friches) que par une augmentation de ceux-ci, l'accroissement des surfaces boisées provenant pour l'essentiel d'anciennes friches. Cette tendance est très préoccupante, particulièrement vis-à-vis de la protection de l'arrière-pays.

- ♦ la population de la région méditerranéenne a vocation à s'accroître

Les projections démographiques de la France relative à la période 1990-2020 établies par la Direction de la population et des migrations en 1997 révèlent que la population de Languedoc-Roussillon devrait augmenter de 37 %, celle de Provence-Alpes-Côte d'Azur de 30 % et celles de Corse et de Rhône-Alpes de 22 %.

Cette perspective pourrait inévitablement avoir des conséquences en matière d'habitat et d'urbanisme, notamment il conviendra de veiller à ce que ce développement n'accentue pas les fronts de contact entre forêt et urbanisation, significativement les franges entre l'urbanisation et les massifs forestiers. Ceci doit être intégré en terme de priorités d'intervention pour en prévenir les conséquences en matière de risque induit et subi de feux de forêt.

- ♦ enfin, l'augmentation de la demande sociale adressée à la forêt méditerranéenne

Celle-ci est en effet de plus en plus considérée par un large public comme un espace naturel quasi collectif, d'accueil, de détente et de loisirs. Cette tendance est à confronter au statut de la forêt méditerranéenne, majoritairement privée (70 %). Un nouvel équilibre entre une appropriation collective et des responsabilités individuelles des propriétaires notamment en matière de débroussaillage, doit être négociée.

Le diagnostic est donc relativement simple à énoncer :

- la superficie à défendre contre le feu s'étend ;
- les espaces forestiers et agricoles sujets au risque sont moins bien entretenus ;
- le nombre de mise à feu pourrait être potentiellement de plus en plus important.



**LISTE DES PREFETS DE DEPARTEMENT ZONE DE DEFENSE SUD**

ALPES DE HAUTE PROVENCE

HAUTES ALPES

ALPES MARITIMES

BOUCHES DU RHONE

VAR

VAUCLUSE

AUDE

GARD

HERAULT

LOZERE

PYRENEES ORIENTALES

ARDECHE

DROME

CORSE DU SUD

HAUTE CORSE